



Paris, le 14 juin 2017

Objet : États généraux de l'alimentation

À : Monsieur Édouard Philippe
Premier ministre
Monsieur Nicolas Hulot
Ministre de la Transition écologique et solidaire
Monsieur Jacques Mezard
Ministre de l'Agriculture et de l'alimentation

Copie à : Madame Audrey Bourolleau
Cabinet du président de la République

Monsieur le Premier ministre, Messieurs les ministres,

Vous avez confirmé l'organisation prochaine « d'États généraux de l'alimentation ». Nos différentes associations, qui couvrent les champs de la ruralité, de la protection de l'environnement, de la protection animale, du développement agricole, de la consommation, de la santé et de la solidarité internationale, ont reçu cette annonce avec intérêt.

Nous demandons en effet depuis plusieurs années l'ouverture d'une **véritable discussion ouverte et prospective sur l'agriculture française** et sur l'alimentation, destinée à renouveler ces activités dans le cadre dynamique et responsable du XXI^e siècle.

Il est urgent et nécessaire de replacer l'agriculture et l'alimentation au cœur des questions sociétales, et de rappeler combien elles concernent tous les citoyens. L'alimentation n'est pas un acte passif, ni un enjeu purement biologique : par l'agriculture, elle concerne l'aménagement des territoires et par conséquent les collectivités locales, la protection (ou hélas la destruction) de notre environnement vital, l'accès à une eau saine, la santé, le développement international, l'emploi, etc. Elle n'est

possible que si les paysans peuvent disposer de terres fertiles, ce qui impose de poser la question de la préservation et de l'accès au foncier agricole. Nous devons en outre construire une agriculture moins dépendante des énergies fossiles, la transition énergétique passant aussi par l'agriculture ; des scénarios montrent qu'il est possible de diviser par deux les émissions agricoles de gaz à effet serre.

La crise des revenus agricoles est intimement liée à ces enjeux, et ne saurait être résolue que par leur prise en compte sincère et complète. Cette évidence est renforcée et prolongée par le fait qu'une immense majorité de Français réclament une réorientation profonde de l'agriculture (cf. la récente enquête d'opinion révélant que 86 % des Français souhaitent l'interdiction progressive des pesticides agricoles d'ici à 2025).

À ce titre, nous sommes très inquiets de récentes déclarations qui limiteraient ces « États généraux » à une simple négociation tripartite entre producteurs, transformateurs et distributeurs, où les citoyens n'auraient qu'un statut d'invités, c'est-à-dire d'observateurs secondaires, qui plus est restreint au seul rôle de « consommateurs ». S'il est bien sûr utile et nécessaire d'instaurer un dialogue entre les différents acteurs des filières agroalimentaires, se limiter à un tel cadre réduirait la question agricole à de simples affrontements catégoriels au sein des filières, et conduirait à évacuer l'indispensable débat de fond sur ses orientations. Nous osons le dire : ce serait un dévoiement du concept-même d'États généraux.

Nous espérons par conséquent que vous saurez dissiper rapidement ces inquiétudes, et garantir le lancement d'un processus ouvert, associant impérativement l'ensemble des citoyens, via les associations de protection de l'environnement et de défense des animaux, les professionnels de la santé, les associations de solidarité internationale, les organisations d'éducation populaire en milieu rural, les associations de consommateurs, des représentants des collectivités locales et la diversité syndicale du monde paysan, comme parties prenantes intégrales des États généraux de l'alimentation.

Parmi d'autres, nos organisations doivent être formellement invitées à participer aux discussions qui vont s'engager, et nous sommes à votre disposition pour vous aider à les organiser en amont. La large palette de nos compétences et de nos nombreuses initiatives de terrain pourra vous être utile. **Dans ce but constructif, nous nous permettons de solliciter une audience auprès de votre cabinet pour en discuter.**

Il y a urgence à éclairer l'évolution de l'agriculture aux lumières des attentes sociales, des impératifs environnementaux et des avancées scientifiques. **Nous comptons sur vous pour ne pas rater cette occasion historique de réconcilier agriculture, société et territoire.**

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, Messieurs les ministres, l'expression de notre très haute considération,

Jacques Caplat – *Administrateur d'Agir Pour l'Environnement*

Antoine Bouhey – *Directeur d'ActionAid France*

Serge Breysse – *Directeur de l'expertise et du plaidoyer d'Action Contre la Faim*

Denis Pommier – *Président d'AGTER*

Gérald Godreuil – *Délégué général de la Fédération Artisans du Monde*

Jean Hascoët – *Président de Baie de Douarnenez Environnement*

Claude Gruffat – *Président de Biocoop*

Caroline Doremus-Mège – *Directrice Playdoyer au CCFD-Terre solidaire*

Léopoldine Charbonneaux – *Directrice du CIWF France*

Bénédicte Hermelin – *Directrice de Coordination Sud*

Gilles Huet – *Délégué général d'Eau et Rivières de Bretagne*

Jean-Christophe Robert – *Directeur de Filière Paysanne*

Bernard Schmitt et Patrick Lespagnol – *Co-présidents du MABD (mouvement de l'agriculture biodynamique)*

Élisabeth Carbone – *Secrétaire générale du MIRAMAP* (mouvement interrégional des AMAP)

Éliane Anglaret – *Présidente de Nature & Progrès*

Julie Stoll – *Déléguée générale de la Plate-Forme pour le Commerce Équitable*

Jean-Guy Henckel – *Directeur du Réseau Cocagne*

Freddy Le Saux – *Président de Terre de Liens*

Gilles Lanio – *Président de l'UNAF* (union nationale de l'apiculture française)

Contact : **Mathias Chaplain**
Coordinateur des campagnes
Agir pour l'Environnement
2 rue du Nord, 75018 Paris
06.82.33.81.26
mchaplain@agirpourenvironnement.org